

# ... ET MAINTENANT, LES MINISTRES QUI POURRAIENT INFLUENCER NOTRE VIE PROFESSIONNELLE ...

Le secrétaire général de la présidence de la République a annoncé la composition du Gouvernement le 20 mai. Vous trouverez ci-dessous les portraits « vite fait » des ministres qui nous concerneront ... au moins jusqu'au 20 juin, ainsi que les changements en matière de politiques publiques de l'écologie des territoires et de l'énergie.

Une précision : Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, a annoncé la composition du gouvernement en commençant par la phrase suivante : « *Sur la proposition de la première ministre, chargée de la planification écologique et énergétique, le président de la République a nommé...* ». C'est bien la confirmation du rôle important qu'[Élisabeth Borne](#) doit jouer sur l'écologie (*voir plus bas*).

On pourrait aussi être surpris à l'annonce de la composition du gouvernement : il n'y a **pas de ministre attitré des transports ou du logement**. Aucune anomalie, assure l'Élysée, en expliquant que **ces deux sujets figurent « dans le portefeuille » de la ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, Amélie de Montchalin**, avant d'être pilotés éventuellement par des secrétaires d'État, après les élections législatives des 12 et 19 juin. Le gouvernement devant être « *certainement complété ultérieurement* », fait savoir l'entourage d'Emmanuel Macron.

## Amélie de Montchalin et Agnès Pannier-Runacher : ce qu'il faut savoir sur le duo chargé de la Transition écologique



Amélie de Montchalin et Agnès Pannier-Runacher ont respectivement obtenu les ministères de la Transition écologique et de la Transition énergétique. Portrait du duo qui devrait assurer la « *planification écologique* » désirée par Emmanuel Macron.

Amélie de Montchalin et Agnès Pannier-Runacher ont été nommées vendredi respectivement ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires et ministre de la Transition énergétique, deux chantiers prioritaires de la nouvelle Première ministre Élisabeth Borne, mais un choix « *surprenant* » pour Greenpeace.

Elles étaient respectivement ministre de la Transformation et de la Fonction publique et ministre déléguée à l'Industrie dans le gouvernement sortant de Jean Castex. Le duo forme la structure proposée par Emmanuel Macron entre les deux tours de la présidentielle : une ministre chargée de « *la planification énergétique* » avec pour mission de « *faire de la France la première grande nation à sortir du pétrole, du gaz et du charbon* ». Et une deuxième pour la « *planification écologique territoriale* » dans le domaine des transports ou encore de la rénovation des logements.

Après des études à HEC et Harvard, **Amélie de Montchalin, 37 ans**, a exercé dans le secteur bancaire (BNP Paribas), puis de l'assurance (Axa) avant de se faire élire députée de l'Essonne en 2017 et d'entrer au gouvernement en 2019 comme secrétaire d'État aux Affaires européennes (2019-2020). À la Fonction publique, plusieurs interlocuteurs interrogés par l'AFP ont souligné sa capacité à dialoguer depuis son arrivée.

Énarque, inspectrice des Finances, rompue au secteur public comme au privé, **Agnès Pannier-Runacher, 47 ans**, est un soutien de la première heure d'Emmanuel Macron. Entrée au gouvernement en octobre 2018 comme secrétaire d'État à l'Économie, elle a ensuite été chargée de l'Industrie, installant les prémices d'une réindustrialisation affichée verte et décarbonée avec l'aide du plan de relance. Sa nomination a d'ailleurs été saluée immédiatement par les industriels tant du nucléaire que des énergies renouvelables, rassurés par la continuité. « *Elle s'intéresse à la filière nucléaire* », « *qui va participer à la réindustrialisation de la France, un sujet sur lequel elle a beaucoup travaillé avec Bruno Le Maire dans le cadre de son précédent mandat* », dit à l'AFP Cécile Arbouille, déléguée générale du Groupement des industriels français de l'industrie nucléaire (GIFEN).

À l'inverse, le profil des deux nouvelles ministres n'est pas de nature à rassurer les militants écologistes, qui accusent Emmanuel Macron « *d'inaction* » climatique et ont obtenu à deux reprises la condamnation de l'État pour non-respect de ses engagements en matière de réductions d'émissions.

« *C'est surprenant, c'est le moins qu'on puisse dire* », a déclaré à l'AFP Jean-François Julliard, directeur de Greenpeace France, en relevant leur absence de parcours affiché dans les domaines du climat et de l'environnement. « *Ce ne sont pas des profils attendus* », a-t-il ajouté. « *Mais ce qui est inquiétant, c'est que toutes deux sont considérées comme des fidèles d'Emmanuel Macron et de ce qui a été fait jusqu'à présent lors d'un quinquennat perdu pour le climat. On jugera sur pièces* ». « *On a le sentiment que c'est reparti pour de nouvelles déceptions sur la pollution, sur la lutte à l'égard de la sécheresse, pour enrayer le changement climatique* ».

(extraits article la Dépêche du midi)

-----

## Justine Benin, secrétaire d'Etat auprès de la Première Ministre, chargée de la mer



**Justine Benin, 47 ans** (née le 12 mars 1975 aux Abymes), est une femme politique française. Elle est élue députée de la deuxième circonscription de la Guadeloupe en 2017.

Après l'obtention d'un master en droit social à l'Université de Toulouse, Justine Benin commence sa carrière professionnelle à la protection judiciaire de la jeunesse, puis au sein de Pôle emploi, où elle a assumé différentes fonctions pour le service public de l'emploi en Île-de-France et en Guadeloupe. De retour en Guadeloupe en 2006, elle milite activement dans les associations sportives et culturelles et se lance dans la politique locale.

Le 17 juin 2017, elle est largement élue députée divers gauche de la deuxième circonscription de la Guadeloupe, réunissant 64,26 % des suffrages exprimés face à la candidate de La République en marche Diana Peran.

À l'Assemblée nationale, elle siège en tant qu'apparentée au groupe du Mouvement démocrate et apparentés. Elle est également membre de la Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale.

Justine Benin est nommée rapporteure en juin 2019 de la commission d'enquête parlementaire sur la pollution au chlordécone en Guadeloupe et en Martinique. En novembre 2019, elle remet son rapport qui affirme la responsabilité de l'État français dans la pollution aux Antilles, et elle plaide pour la mise en place de réparations, notamment pour l'agriculture, la prévention des risques sanitaires et la recherche scientifique.

À la suite de la remise de son rapport, le Gouvernement présente en février 2021 le Plan Chlordécone IV, qui fait suite aux trois premiers plans successivement mis en œuvre entre 2008 et 2020. Il vise à « *protéger les populations* » des effets de cette pollution à grande échelle, mais aussi à prendre en charge les impacts « *sanitaires, environnementaux ou économiques* ». Les collectivités locales, les associations, les scientifiques ainsi que les organisations professionnelles ont été associés aux travaux, et une consultation publique a été organisée entre novembre et décembre 2020, pour recueillir l'avis des populations guadeloupéennes et martiniquaises sur les grandes orientations de ce plan. Pas moins de huit ministères se sont impliqués dans l'élaboration de ce programme, doté d'un budget prévisionnel de 92 millions d'euros sur la période allant de 2021 à 2027.

Le Plan Chlordécone IV reprend largement des recommandations du rapport de la commission d'enquête parlementaire, avec 47 mesures regroupées en six stratégies, parmi lesquelles figurent la recherche scientifique, la promotion d'une production alimentaire locale saine, l'éducation à l'environnement ou encore l'accompagnement des socioprofessionnels affectés par la pollution

(agriculteurs, marins-pêcheurs). En outre, suivant l'une des propositions du rapport de Justine Benin sur le volet de la gouvernance, la martiniquaise Edwige Duclay est nommée directrice de projet interministériel pour la coordination du Plan Chlordécone IV en Guadeloupe et en Martinique.

En décembre 2020, Justine Benin fait une proposition de loi rénovant la gouvernance du service public d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe. Le Gouvernement ayant engagé la procédure accélérée sur le texte, il est examiné et voté par le Sénat le 10 mars 2021. La loi est officiellement promulguée par le Président de la République Emmanuel Macron le 30 avril 2021.

(source : Wikipédia)

## Stanilas Guerini, ministre de la transformation et de la fonction publiques



**Stanislas Guerini, 40 ans** (né le 14 mai 1982 à Paris), est un homme d'affaires et homme politique français. D'abord membre du Parti socialiste et proche de Dominique Strauss-Kahn, il participe à la fondation d'En marche, qui devient ensuite La République en marche (LREM).

Élève à l'École alsacienne puis au lycée Henri-IV, diplômé d'HEC en 2006 dont il a par ailleurs dirigé le bureau des élèves, Stanislas Guerini crée son entreprise Watt & Home, société de vente et d'installation de panneaux solaires, fondée en 2007 avec Jean-Pascal Emelien.

Fin 2013, il quitte son poste de directeur général de Watt et Home et devient « *directeur de l'expérience client* » de la multinationale Elis.

Il est élu député dans la 3e circonscription de Paris lors des élections législatives de 2017.

À la fin de l'année 2018, il succède à Christophe Castaner comme délégué général de LREM.

Il devient, le 20 mai 2022, ministre en charge de la Transformation et de la Fonction publiques sous le gouvernement Borne. Plusieurs dossiers épineux l'attendent déjà : la poursuite des réformes de la fonction publique et des grands corps de l'État. Et surtout dès cet été, les négociations salariales autour du dégel du point d'indice de la fonction publique.

« *Ce ministère, c'est le ministère de la vie quotidienne des Français. Je veux mettre au cœur de mon action les questions d'accès et d'accessibilité* » des services publics, a-t-il déclaré pendant la cérémonie de passation, vendredi 20 mai. « *Je serai d'abord le ministre des agents publics, a-t-il encore souligné. Agents de l'État, agents de la fonction publique territoriale, agents de la*

*fonction publique hospitalière, fonctionnaires comme contractuels* ». Ces agents « *forment la colonne vertébrale de notre pays* », a ajouté Stanislas Guerini.

(source : Wikipédia)

## Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire



**Marc Fesneau, 51 ans**, ministre de l'Agriculture, satisfaction chez les agriculteurs. Anciennement en charge des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau hérite du ministère de l'« *agriculture et de la souveraineté alimentaire* », où il succède à Julien Denormandie.

Ce Parisien de 51 ans, diplômé de Science Po et ancien président du groupe MoDem au Parlement, présenté comme l'un des bras droits de François Bayrou, connaît bien le sujet. Après un DEUG de sciences de la vie et de la nature, il a travaillé pour une entreprise de conseils pour le ministère de l'Agriculture. En 1996, il rejoint la chambre d'agriculture départementale du Loir-et-Cher au service développement local. Par ailleurs, son père, François Fesneau, est ancien directeur général de l'Association française des comités économiques des fruits et légumes (Afcofel). Enfin, Marc Fesneau est un ardent défenseur de la chasse, qu'il pratique. Il a été co-président du Groupe Chasse à l'Assemblée nationale.

Il hérite d'un ministère aux contours revisités par la guerre en Ukraine qui a imposé au rang des priorités la souveraineté alimentaire. Un sujet au cœur de « *l'indépendance* » agricole qu'il défendait récemment au Salon de l'agriculture, dans les pas de son prédécesseur, ardent défenseur de la « *vocation nourricière* » de la France et de l'Europe.

« *Un élu de la ruralité* » : Alors que plus de la moitié des 400 000 agriculteurs sont susceptibles de prendre leur retraite d'ici à cinq ans, l'accès à la terre sera une des priorités du ministère avec la lutte contre l'artificialisation des sols agricoles et la transition agroécologique. « *C'est quelqu'un que nous connaissons bien, un élu de la ruralité (...) toujours investi et apprécié* », a dit à l'AFP la présidente de la FNSEA Christiane Lambert, à la tête du syndicat agricole majoritaire, qui s'est réjouie du libellé du ministère qui intègre désormais la « *souveraineté alimentaire* », un thème « *plus que jamais capital* » dans le contexte post-Covid et de la guerre en Ukraine.

« *C'est un élu d'un territoire rural, proche des enjeux du monde agricole. C'est un vrai signe d'avoir un ministre en capacité de proposer des solutions concrètes et adaptées à chaque territoire* », a réagi Sébastien Windsor, président des chambres d'agriculture, dont le nouveau ministre fut membre. « *Nous l'attendons sur trois grands enjeux : le revenu des agriculteurs, le changement*

*climatique, les attentes sociétales (moins de pesticides, plus de bien-être animal), auxquels s'ajoute le besoin de produire », a-t-il dit à l'AFP.*

*(source : Wikipédia)*

## Écologie et Territoires



A la suite de l'annonce de la composition du gouvernement, le changement le plus important concerne les politiques publiques de l'écologie des territoires et de l'énergie.

Emmanuel Macron avait annoncé, au cours de sa campagne, sa volonté de laisser le pilotage de ces politiques directement au Premier ministre, assisté de 2 ministres "auprès".

En réalité, 2 ministres de plein exercice traiteront le dossier en lien avec la Première ministre :

- Amélie de Montchalin, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, qui grimpe à la sixième place dans l'ordre protocolaire et quitte pour ce faire la tête du ministère de la Transformation et de la Fonction publiques ;
- la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, venue de Bercy.

Il faudra désormais analyser l'ampleur des conséquences administratives, mais la présence de 2 ministres de plein exercice laisse entrevoir une moindre intégration à l'équipe de la Première ministre que le discours de campagne du Président aurait pu le laisser penser.

Les décrets d'attribution dessineront toutefois peut-être une autorité partagée sur les administrations centrales concernées entre ces 2 ministres et la Première ministre.

La Première ministre a d'ores et déjà levé un coin du voile sur l'organisation administrative en annonçant la **création d'un secrétariat général à la planification écologique**. « *Placé auprès d'elle* », il sera chargé de coordonner l'élaboration des stratégies nationales en matière de climat, d'énergie, de biodiversité et d'économie circulaire. Il « *veillera à la bonne exécution des engagements pris par tous les ministères en matière d'environnement* », ont précisé les services de Matignon.

À sa tête, la cheffe du gouvernement a décidé d'y nommer l'ingénieur en chef des mines **Antoine Pellion**. Il assurera aussi les fonctions de **conseiller au cabinet de la Première ministre, en**

**tant que chef de pôle Écologie, Transports, Énergie, Logement et Agriculture.** ([voir le communiqué de presse du 20 mai](#))

Ancien directeur général de La République en Marche, il était jusqu'ici conseiller écologie, transports, énergie, logement et agriculture (chef de pôle) au cabinet du Premier ministre Jean Castex. Il a aussi conseillé Emmanuel Macron à l'Élysée.

On notera que **Christophe Béchu**, est **chargé des collectivités territoriales**, auprès du ministre de l'intérieur **et de la ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires**

*(d'après l'article publié par Acteurs Publics)*

## La composition du gouvernement E. Borne

### Les ministres :

- Bruno Lemaire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique
- Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur ;
- Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères ;
- Eric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice ;
- **Amélie de Montchalin, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires ;**
- Pap Ndiaye, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse ;
- Sébastien Lecornu, ministre des armées ;
- Brigitte Bourguignon, ministre de la santé et de la prévention ;
- Olivier Dussopt, ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion ;
- Damien Abad, ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées ;
- Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- **Marc Fesneau, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire ;**
- **Stanilas Guerini, ministre de la transformation et de la fonction publiques ;**
- Yael Braun-Pivet, ministre des outre-mer ;
- Rima Abdul-Malak, ministre de la culture ;
- **Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition énergétique ;**
- Amélie Oudéa-Castéra , ministre des sports et des jeux olympiques et paralympiques ;

### Les ministres délégués :

#### Auprès de la Première ministre

- Olivier Véran, chargé des relations avec le Parlement et de la vie démocratique ;
- Isabelle Rome, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

#### Auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique

- Gabriel Attal, chargé des comptes publics

#### Auprès du ministre de l'intérieur et de la ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires

- **Christophe Béchu, chargé des collectivités territoriales**

#### Auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères

- Franck Riester, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité ;
- Clément Beaune, chargé de l'Europe.

### **Les secrétaires d'État :**

#### Auprès de la Première ministre

- Olivia Grégoire, porte-parole du gouvernement ;
- **Justine Benin, chargée de la mer ;**
- Charlotte Caubel, chargée de l'enfance

#### Auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères

- Chrysoula Zacharopoulou, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux.

-----